

DE WASHINGTON, EN PRÉSENCE DE LAMAMRA, JOHN KERRY MET LE CAP SUR LE RÉFÉRENDUM AU SAHARA OCCIDENTAL

Bruxelles note une évolution significative américaine sur le dossier

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

A Bruxelles, le représentant de Robert-F. Kennedy, proche de B. Obama, prédisait une évolution significative de la position américaine sur le dossier sahraoui. Le communiqué rendu public, à l'issue de la 3^e session du dialogue stratégique Etats-unis-Algérie, valide les prédictions du think-tank américain...

A Bruxelles, lors d'un prestigieux prix décerné à Aminatou Haidar, figure emblématique de la résistance sahraouie, le représentant du Centre Robert-F. Kennedy, fondation proche de Barack Obama, avait dit en aparté à quelques journalistes (dont celui du *Soir d'Algérie*) : «Sous le mandat d'Obama, la question sahraouie sortira du statu quo, la doctrine du président actuel s'accommode, parfaitement, du référendum d'autodétermination et des résolutions onusiennes sur le dossier.»

Depuis, les indices apparents ou les indiscretions «diplomatiques» tant à New York (siège de l'ONU) ou à Bruxelles, place forte et plaque tournante des enjeux et des conciliabules planétaires, tendent à accréditer les prédictions du think-tank américain. Les Etats-Unis n'ont pas cessé depuis l'investiture d'Obama, notamment lors du mandat actuel, de multiplier les gestes en faveur du Sahara occidental. L'an dernier, les Américains étaient sur le point de parrainer une résolution contraignante pour le Maroc destinée à l'élargissement des prérogatives de la Minurso à la surveillance des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis, sous colonisation marocaine. Le Conseil de sécurité de l'ONU a évité, de justesse, cette option mais en exigeant de Rabat des progrès sur la question. A la veille de l'étude de la question sahraouie par l'instance décisionnelle onusienne (fin avril en cours), rien n'indique, cependant, que le Maroc ait emprunté cette voie. Le palais royal et ses démembrements makh-zéniens s'enferment, davantage aujourd'hui qu'hier, dans leur fuite en avant, dans le déni des réalités. Le Maroc travaille sur des bases de données erronées, se croyant important comme il l'était avant, aux yeux des Etats-Unis, incontournable même, se convainc-t-il. Pas plus faux comme analyse, pourtant. Les priorités américaines, l'Union européennes, voire de l'Otan dans la région ont muté profondément. Présentement, c'est l'Algérie qui est «la prune des yeux» de tout ce beau monde. Sur la lutte antiterroriste, le Sahel, la Libye, la Tunisie, fragile et traversant une crise économique sans précédent qu'une profonde relation avec Alger devient vitale pour ce pays voisin, l'immigration subsaharienne, autant de dossiers chauds qui nécessitent la coopération, la pleine coopération de l'Algérie. Alors que la diplomatie marocaine ne cesse de «fournir» à ses interlocuteurs occidentaux de fausses pistes, des mensonges emballés sous forme d'informations «prioritaires», concernant, notamment, la supposée implication du Polisario dans le terrorisme. Cette démarche cinglée est vouée, évidemment, à l'échec.

Les fins limiers des renseignements des Etats-unis, de l'Otan et des pays européens qui savent — et travaillent même — avec le Polisario et la RASD sur le dossier de la lutte antiterroriste, remettent régulièrement des rapports qui invalident les élucubrations marocaines.

Le communiqué commun signé et rendu public à l'issue de la 3^e session du dialogue stratégique Etats-Unis-Alger et relatif à la question sahraouie marque, cependant, un tournant majeur. Les deux délégations aux pourparlers, conduites par Lamamra et John Kerry, conviennent d'une «solution politique mutuellement acceptable, qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental». Un peu plus loin dans le texte, relever que le tout doit être dans le cadre «d'arrangements conformes aux buts et principes de la Charte des Nations-Unies».

Mohamed Abdelaziz, président de la République sahraouie, n'aurait pas hésité, un seul instant, à produire une telle déclaration tant elle est, point par point, conforme aux revendications de son peuple depuis quatre décennies. Ce qui donne du crédit, beaucoup de crédit, aux fuites, savamment distillées par le Robert-F. Kennedy Center à Bruxelles.

A. M.

SAÂDANI À SÉTIF :

«C'est au FLN de constituer le prochain gouvernement»

Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Amar Saâdani, a appelé, depuis Aïn Oulmène, dans la wilaya de Sétif, les militants de son parti à se tenir prêts pour organiser le congrès du FLN. «Le prochain congrès du parti sera préparé par les mouhafadhas et les kasma et non pas par le comité central comme l'exigent certains. C'est le congrès des militants et non pas celui des cadres».

Présidant une rencontre avec les cadres et les militants de son parti de la nouvelle mouhafadha d'Aïn Oulmène et de ses kasma, M. Saâdani a indiqué que «l'ère du monopole au sein du parti est révolu. Dorénavant, les décisions ne viendront plus d'en haut, mais seront prises par la base militante. La carte d'adhésion au parti est un droit pour tous les militants. Fini les élections de la «chkara», les militants choisiront en toute liberté leurs représentants. Aussi, chaque militant a le droit de diriger sa kasma».

A l'adresse de ses opposants, le SG du FLN a affirmé qu'il n'y pas de dissension au sein de son parti. «Les militants du parti sont très unis. Le FLN ne vit ni crise ni conflit. Le conflit se trouve parmi les détracteurs». Il a, par ailleurs affirmé, que personne ne pourra le destituer de son poste de secrétaire général sauf par le congrès du parti, seul habilité à le faire. Allusion faite à ses détracteurs qui s'opposent à la tenue du congrès sans passer par la réunion du comité central du parti. M. Saâdani n'a pas laissé échapper cette occasion pour aborder le sujet de la nouvelle Constitution. : «L'Algérie se prépare à entrer dans une nouvelle étape avec l'adoption prochaine d'une nouvelle Constitution qui dotera le pays d'un Etat civil fondé sur le droit



Amar Saâdani, SG du FLN.

et la citoyenneté. La révision de la Constitution fait peur à certains et conforte la grande majorité du peuple. Ceux à qui elle fait peur veulent que le pays demeure dans la transition, chose qui arrangera leurs affaires. Alors que le peuple réconforté par la nouvelle Constitution, veut aspirer à une justice indépendante, au respect de ses droits civiques et de ses droits fondamentaux», a-t-il affirmé.

Egal à lui-même, le SG du FLN va, comme à son habitude, faire l'éloge du Président de la République. «Le président Bouteflika avait promis une nouvelle Constitution. Il a tenu parole. L'Algérie sera prochainement dotée d'une nouvelle Constitution qui va garantir la stabilité et la sécurité du pays ainsi que les droits et libertés des citoyens. Nous le remercions et resterons toujours déterminés à le soutenir dans toutes ses démarches. Le Président de la République se porte bien. L'Algérie également se porte bien. Le FLN aussi va bien. Celui qui dit le contraire est un menteur de première», dira t-il. Abordant le sujet du probable remaniement ministériel, Amar Saâdani a affirmé que le Président de la République n'hésitera pas à réhabiliter

le FLN dans ses droits. «Le FLN doit arriver au pouvoir par ses militants et pour ses militants. En tant que parti majoritaire, le FLN devra constituer le prochain gouvernement et appliquer son propre programme.

C'est une grande responsabilité mais que nous devons tous assumer au sein de notre parti», a conclu le SG du FLN. Notons que des dizaines de détracteurs du secrétaire général du FLN ont été tenus à distance du lieu de la rencontre par un important dispositif policier. Les opposants, dont de nombreux députés et élus locaux, portaient des banderoles hostiles à Saâdani, sur lesquelles on pouvait lire que le «FLN n'est pas à vendre», «Vous n'êtes pas le bienvenu à Sétif» ou encore «Saâdani, ta place n'est pas dans un parti de martyrs».

Empêchés d'accéder à la salle de sport d'Aïn Oulmène, où se tenait la réunion, les détracteurs de Saâdani ont promis qu'à chaque sortie du secrétaire général du FLN, ils seront au rendez-vous pour «lui signifier et rappeler qu'il est, et sera, toujours indésirable au FLN, et que tôt ou tard, il devra quitter le parti», dira un de ses détracteurs.

Imed Sellami

PROJET DE RECONSTRUCTION DU CONSENSUS NATIONAL

Le FFS maintient le cap et adapte sa stratégie

«Nous avons confiance, nous maintenons le cap et nous adapterons la stratégie.» Ces mots sont de Rachid Halet, député et membre du directoire national du FFS qui parlait ainsi du projet de reconstruction du consensus national, initiative à laquelle le Front des forces socialistes compte redonner toutes les chances de réussite.

Rachid Halet s'exprimait ainsi à Tizi-Ouzou où il participait avec le premier secrétaire du parti, Mohamed Nebbou, à une rencontre des cadres et militants de la fédération du FFS à la Maison de la culture de Tizi-Ouzou, avec au menu, la préparation des prochains rendez-vous organiques au niveau de la wilaya. La rencontre a été également mise à profit pour préparer le meeting qu'organisera le FFS, le 18 avril prochain, à la salle Atlas d'Alger.

Une manifestation qui, de l'aveu même de R. Halet «revête un caractère particulier» et qui vient, rappelle ce responsable du parti, couronner un cycle de plusieurs conférences et rencontres avec les citoyens, à travers plus d'une trentaine de wilayas et qui doit être une réussite sur le plan de la mobilisation populaire, insiste-t-on au FFS qui veut



Halet et son parti veulent faire croire à une adhésion à leur initiative.

donner à travers ce rendez-vous, la démonstration de l'adhésion à l'initiative lancée par le parti.

«L'idée du consensus national est enracinée au sein de la population, et il urge pour notre pays que cette initiative s'accélère pas seulement par la volonté

des militants du FFS mais il s'agit de provoquer chez nos partenaires et même chez nos adversaires une prise de conscience que c'est une alternative incontournable pour notre pays», dira le député du Front des forces socialistes pour qui tout en déplorant «un premier échec dans la première tentative de réunir tous les acteurs autour d'une table», veut se montrer confiant et optimiste dans l'inéluctabilité de la réussite d'une démarche prise à bras-le-corps par le FFS depuis sa création.

«Il faut travailler pour donner toutes les chances de réussite», soutiendra-t-il, regrettant que «le plan de bataille prévu pour la tenue de la conférence du consensus national soit explosé par nos adversaires et une certaine presse (l'expression est revenue à l'envi, hier, dans la bouche des cadres du FFS)».

Un parti qui table sur la réussite du meeting populaire du 18 avril prochain, à Alger, pour donner «un nouveau départ» au projet de reconstruction du consensus national cher au parti fondé par Aït Ahmed.

Un nouveau plan de bataille, ce que R. Halet qualifiera «de stratégie adaptée» et prêt pour la relance de l'idée, a été élaboré et adopté par la direction du parti et dont les grandes lignes seront annoncées, à la salle Atlas, le 18 avril prochain.

S. A. M.